

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 80

p.a.f. 0,80 € - avril 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

## Derrière la menace de guerre commerciale, la guerre contre les travailleurs!

Dans ce numéro:

*La lutte pour les droits des femmes*

*Scandales alimentaires: permettre le contrôle par les travailleurs!*

*Maroc: le mouvement continue à Jerada.*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

## Maroc : le mouvement de protestation de Jerada

*Au Maroc, lors d'une des dernières manifestations, des heurts ont eu lieu entre les habitants et la police. Du côté des manifestants, plusieurs blessés ont dû se soigner chez eux, évitant l'hôpital pour ne pas être arrêtés.*

Depuis décembre dernier, les habitants de Jerada sont mobilisés à la suite de la mort de deux jeunes mineurs. Houcine et Jedouane se sont noyés dans un des boyaux de la mine où ils étaient descendus, comme bien d'autres, pour récupérer du charbon et le vendre pour une misère à des négociants profiteurs, les « barons ». Ces morts ont provoqué la colère des habitants, excédés de n'avoir comme choix que ce travail clandestin dangereux, dont ils ne peuvent pas vivre, le seul qui reste dans cette ville depuis qu'en 2001 la mine, propriété des Charbonnages de France, a fermé définitivement.

Les manifestations se sont alors succédées et chaque fois toute la population de Jerada, mais aussi des villages alentour, y a participé. D'autres décès ont eu lieu et des représentants du gouvernement ont dû venir entendre les revendications des représentants des villages en lutte et faire quelques promesses. Ce mouvement a pris le nom du Hirak de Jerada (le mouvement de Jerada), en référence aux manifestations des habitants d'El-Hoceima, qui eux aussi se sont battus contre l'abandon de leur région du Rif par l'État.

De premières arrestations ont eu lieu. Toutes les manifestations sont dorénavant interdites, et le centre-ville est occupé par des forces de répression. Malgré cela, une dizaine de mineurs avec plusieurs dizaines de leurs voisins et familles ont spontanément organisé un sit-in mercredi 14 mars devant un des quartiers de la

mine abandonnée. Les policiers ont chargé la foule. Leurs camionnettes de police ont foncé, écrasant au moins un jeune manifestant et en blessant des dizaines. De nouvelles arrestations ont suivi.

Depuis, des milliers de villageois bravent l'interdiction de manifester, pour réclamer plus de respect, la libération des prisonniers et de vrais emplois pour vivre, dans une commune où le chômage est l'un des plus élevés du royaume. Les slogans « Plutôt la mort que la soumission » sont repris.

*Extrait du journal français Lutte Ouvrière*



### Qui sommes-nous ?

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

### Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

### Site internet :

**<http://www.lutte-ouvriere.be>**

**et sur facebook:**

**LutteOuvrière.Arbeidersstrijd**

### Abonnements:

**Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)**

**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte  
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1  
avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be))

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

## Derrière le spectre de la « guerre commerciale » : la guerre contre les travailleurs !

Une guerre commerciale internationale – ce spectre a fait son apparition depuis que Donald Trump a annoncé l'introduction de taxes douanières élevées sur l'acier, l'aluminium, des voitures, et puis sur des produits en provenance de Chine.

Cela peut être encore un effet d'annonce à la Trump. Mais cela peut aussi être le début d'une escalade, car il est évident que les autres Etats, surtout les grands puissances impérialistes, ne laisseraient pas ces mesures sans réponse, si elles étaient mises en œuvre. L'Union européenne et la Chine ont déjà menacé en retour d'une augmentation de leurs tarifs douaniers sur une série de produits importés des États-Unis.

Vis-à-vis des travailleurs et des chômeurs américains, Trump prétend que l'industrie américaine créerait plus d'emplois en la protégeant de cette façon du « dumping » allemand, chinois ou brésilien.

Mais en vérité, les classes populaires américaines seraient les premières victimes de cette politique ! Car des droits de douanes plus élevés signifient une augmentation des prix des marchandises importées, de la canette fabriquée avec l'aluminium brésilien jusqu'à la voiture. Et si la guerre commerciale était réellement déclenchée, si tous les pays industrialisés augmentaient leurs tarifs douaniers sur des produits qu'ils importent, les prix augmenteraient partout. La crise et le chômage s'aggraveraient.

Les secteurs américains de l'automobile et de la métallurgie déclarent que les prix élevés du métal leur feront vendre moins. Que cela soit vrai ou faux, ils annoncent déjà la suppression de dizaines de milliers d'emplois. Leur guerre commerciale est avant tout une guerre qui se retournera contre les travailleurs !

Et nous devons être conscients que les gouvernements ici, qu'ils soient nationaux, régionaux ou européens, se moqueront autant des intérêts des travailleurs européens que Trump se moque de ceux des travailleurs américains. Car seuls comptent les profits des banques et des multinationales.

Cela fait longtemps que dans tous les pays, au nom de la compétitivité, les entreprises suppriment des emplois, augmentent la charge de travail, baissent les salaires... Une aggravation de la concurrence par la « guerre commerciale » signifierait avant tout un redoublement des attaques contre les travailleurs.

Face à cette guerre commerciale, les travailleurs de tous les pays ont les mêmes intérêts, ils sont dans le même camp. Il importe d'autant plus d'en être conscient,

qu'au bout de leur guerre commerciale pointe la guerre tout court.

Depuis quelques années, la concurrence internationale prend des formes de plus en plus aigües. Car il est impossible de maintenir le niveau des ventes, alors que des continents sont condamnés à la misère la plus totale, et que dans les pays riches de plus en plus de travailleurs poussés au chômage sont privés de leur salaire.

Ainsi, les capitalistes diminuent leurs propres possibilités de vendre et de faire des profits, aggravant encore la concurrence et la lutte entre eux pour des parts de marchés. Les incohérences de Trump ne sont pas qu'une expression de son caractère, elles reflètent l'absurdité de tout le système capitaliste, et son ton martial reflète la brutalité de cette concurrence de plus en plus acharnée.

Dans les années 30, la crise économique avait poussé les Etats capitalistes à cette même politique protectionniste. La crise s'en est trouvée aggravée et la guerre commerciale a fini par jeter les populations du monde entier dans une 2ème guerre mondiale et ses massacres.

Ces dernières décennies, c'étaient surtout les pays d'Afrique et du Moyen Orient qui ont été entraînés dans des guerres horribles sans fin, à cause de la concurrence autour du pétrole et des ressources minières. Les tensions actuelles nous rappellent qu'à terme, même dans les Etats industriels d'Europe et d'Amérique, nous ne sommes pas à l'abri du retour d'une nouvelle guerre.

Car c'est le fonctionnement même du capitalisme avec sa concurrence et ses crises qui porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage, d'après la formule du socialiste français Jean Jaurès à la veille de la première guerre mondiale.

Mais l'expérience horrible de la guerre capitaliste a aussi incité les travailleurs à tourner leurs fusils contre leurs propres généraux et leurs propres capitalistes. En 1917, en Russie, pour la première fois dans l'histoire, la classe ouvrière mit fin au capitalisme et commença à construire une société libérée de la concurrence et de l'exploitation, le communisme. Une révolution qui, de Russie, gagna à elle des travailleurs de tous les pays, ennemis ou pas. Et si finalement cette expérience ouvrière échoua et se termina par la dictature de Staline, c'est parce que la classe ouvrière ne l'a pas emporté dans les autres pays.

C'est avec cet objectif révolutionnaire que nous devons renouer, car c'est la seule perspective valable face à la catastrophe dans laquelle le capitalisme entraîne toute l'humanité !

## Il le mérite

Ralf Hamers, le CEO d'ING a reçu une augmentation de 50 %, à 3 millions d'euros par an. Après la suppression de 3 150 emplois (un tiers des emplois dans les filiales belges), les actionnaires semblent trouver qu'il le mérite.

Du point de vue des travailleurs, Hamers et ses maîtres actionnaires méritent surtout 150% de colère car c'est sur le dos des employés que les actionnaires augmentent leurs profits, et les CEO qui les servent !

## Une « com » bien comprise

« Que dois-je dire à mes clients, ma famille ou mes amis », c'est la question à laquelle veut répondre une communication de la direction destinée aux employés d'ING. Et d'expliquer qu'il faut une « politique de rémunération attrayante » pour « être sûr de retenir les personnes les plus compétentes aux postes de direction ».

« Le mépris des patrons n'a vraiment pas de limite », voilà ce que les employés ont compris en lisant la « com » de la direction... tout comme leur famille et leurs amis.

## 12 550 € pour une vie !

Le 5 mars, le tribunal de Ypres a rendu son jugement dans un accident de travail mortel survenu en 2016 dans l'usine de Clarebout Potatoes à Nieuwkerke. L'entreprise a été condamnée à une amende de 25 100 €, avec sursis pour 50% du montant !

Alison Engranden, jeune mère de 29 ans, était intérimaire à cette usine où on fabrique des frites, et c'était son 4ème jour de travail quand elle a été entraînée par un tapis roulant.

Quand en octobre 2017, un autre ouvrier est décédé sur un autre site de l'entreprise, les travailleurs se sont mis en grève, dénonçant les multiples dangers vécus au quotidien : chutes sur des sols glissants et jamais nettoyés, installations électriques exposées à la pluie... et le manque d'entretien général.

C'est à ce prix que Jan Clarebout a pu augmenter sa fortune estimée de 445 millions en 2016, à 666 millions en 2017. Une fortune qui pue le sang et la sueur des ouvriers!



Photos prises par les travailleurs et publiées dans la presse.

## S'unir contre l'exploitation!

Le 23 mars, la FGTB a mené des actions pour dénoncer « le dumping social » en réclamant de limiter le détachement des travailleurs étrangers à 6 mois maximum et d'aligner leurs cotisations sociales sur les taux pratiqués en Belgique. C'est laisser croire que le patronat et le gouvernement pourraient tenir compte des propositions syndicales. En réalité, la FGTB tourne le dos à la tâche d'organiser ensemble les travailleurs, par-delà leur origine, pour imposer par des luttes que tous les travailleurs touchent les mêmes revenus, quel que soit leur pays d'origine.

La FGTB propose carrément de ne reverser au travailleur détaché que le montant des cotisations sociales appliqué dans son pays d'origine et de garder la différence pour financer la sécurité sociale belge. C'est faire croire au maçon belge que sa retraite serait payée en la prélevant sur les salaires des travailleurs détachés roumains ! Loin de protéger les travailleurs, cette politique syndicale renforcerait la division entre nationalités, ce dont les patrons ne manqueront pas de profiter pour aggraver la concurrence entre les travailleurs !

## La sueur des facteurs jouée à la Bourse

Mercredi 14 mars, la valeur boursière de Bpost a chuté de 22%. Plus de 1,4 milliard d'euros se sont ainsi envolés en quelques heures.

Cette chute a été causée par la déception des investisseurs face au fait que l'achat de la société américaine Radial par Bpost (pour un montant de 700 millions d'euros) n'a pas rapporté autant qu'espéré et que le dividende en 2018 ne sera pas plus élevé qu'en 2017.

Il y a fort à parier que les actionnaires de Bpost, dont fait partie l'Etat belge voudront rattraper le manque à gagner de la spéculation boursière sur le dos des facteurs. Pas question !

## Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

## Les risques des nouveaux modèles

Audi déclare un profit net de 3,8 milliards d'euros en 2017, en augmentation de 68% par rapport à 2016 ! Cela représente 76 000 salaires annuels bruts de 50 000 euros.

Et nous devrions renoncer à une partie de notre salaire ?! Et l'Onem serait amené à prendre en charge notre salaire à la place des actionnaires d'Audi quand l'entreprise lance un nouveau modèle ?

## Un miracle

Le site d'Audi Bruxelles a été certifié par Vinçotte « CO2-neutre ». Ça devrait plutôt être au Pape de certifier ce miracle. Après tout, quand on sait changer l'eau en vin, on peut aussi croire à la transformation du diesel et des métaux lourds en air frais...

## Contre les scandales alimentaires : le contrôle par les travailleurs eux-mêmes !

*L'abattoir Veviba à Bastogne, filiale du groupe Verbist, est quasiment à l'arrêt, la plupart des clients lui ayant retiré leur confiance après le récent scandale de sécurité alimentaire.*

*Les travailleurs des abattoirs, nullement responsables de la situation, sont au chômage économique. Ils doivent donc faire avec 65% de leur salaire, tout en craignant de se retrouver au chômage pour de bon. Quant aux intérimaires, ils y sont déjà.*

Déjà en 2016, une plainte avait été déposée, mais cela n'a pas empêché Trends Tendence d'attribuer un prix d'excellence à l'entreprise pour la progression de son chiffre d'affaire !

Après que la plainte déposée en 2016 ait finalement abouti à un contrôle poussé en 2018, les enquêteurs ont découvert que 70% des lots contrôlés étaient « non conformes ». Des fraudes sur les dates de congélation, sur les dates de péremption, sur l'utilisation de déchets incorporés dans la viande hachée, notamment pour les produits expor-



tés en Europe de l'Est, ont été dévoilées.

Quant aux contrôles de l'Afscsa, les patrons de Veviba étaient prévenus de leurs visites...

Bien sûr les travailleurs de l'entreprise étaient au courant et devaient camoufler ce qui devait être caché aux contrôleurs, mais sous la menace de perdre leur emploi, ils

ont été contraints de se taire.

Aujourd'hui, le gouvernement et les fédérations patronales elles-mêmes parlent « d'un grand nettoyage du secteur alimentaire ». Tout comme en 1999, suite au scandale à la dioxine, quand ils ont créé l'Afscsa ... qui n'a pu empêcher ni le scandale du Fipronil ni les fraudes chez Veviba.

Le seul contrôle sérieux pour protéger les consommateurs et les emplois de la rapacité des capitalistes serait que les travailleurs aient le droit de communiquer légalement toute information concernant le public sans devoir craindre pour leurs emplois.

### L'enfumage du « patriotisme économique »

Veviba, c'est la contraction de «Verbist Viande de Bastogne». Cet abattoir et usine de transformation est une infrastructure développée avec des fonds publics par la Société wallonne de Gestion et de Participation (Sogepa) et l'intercommunale luxembourgeoise Idelux pour « la valorisation de la viande de Bastogne ».

Elle a été cédée sous forme d'une concession au groupe Verbist en 1996. Ni la Sogepa ni Idelux n'ont de droit de contrôle sur le fonctionnement de Veviba, même si elles restent propriétaires.

En revanche, elles ont aidé

l'entreprise par un prêt de 2,5 millions € pour « raccourcir les délais de paiement des éleveurs ». Cet argent provient d'une enveloppe officiellement consacrée « à soutenir les producteurs de viande en province de Liège et de Luxembourg ».

Quand Paul Magnette, en tant que président du gouvernement wallon, appelait les travailleurs à faire preuve de patriotisme économique en « consommant wallon », il ne faisait que couvrir une politique de subsides aux profits de capitalistes empoisonneurs.

### Ça baigne pour les actionnaires

Les 18 grandes entreprises du Bel20, qui ont déjà publié leurs résultats pour 2018, affichent une hausse de leurs profits de 56,9%. Une somme totale de 22,2 milliards d'euros, l'équivalent de 444 000 salaires annuels bruts de 50 000 euros.

Il y a vraiment moyen d'embaucher, d'augmenter les salaires et les pensions et allocations. Et ce ne serait que notre dû, car ce sont les travailleurs qui ont sué ces profits !



### L'austérité nuit gravement à la santé

De 2014 à 2016, les moyens de l'agence pour la sécurité de la chaîne alimentaire – Afscsa – ont été réduits de 18%. 200 postes d'équivalents temps plein sur 1 323 ont été supprimés. De plus, la sécurité alimentaire a été rayée du plan général de sécurité du gouvernement.

Et maintenant que l'affaire Veviba est devenue une affaire judiciaire, la cour d'Arlon en charge de l'affaire, doit attaquer ce gros dossier avec la moitié de ses effectifs, car seulement 50% des postes sont actuellement pourvus.

Ce n'est pas seulement la viande, c'est tout le fonctionnement de la société qui est avarié sous l'effet du profit capitaliste.

## Faire l'économie de la justice

Le 20 mars, 600 avocats et magistrats ont manifesté contre les économies sur le dos de la Justice dont le budget de fonctionnement a diminué de 20% depuis 2014. 20% des postes de juges et autres cadres ne sont pas remplis.

La Justice est ainsi dépouillée de tout ce qui était un tant soit peu en faveur des pauvres pour leur permettre de se défendre, tandis que les

riches peuvent utiliser la transaction pénale pour se racheter un casier vierge.

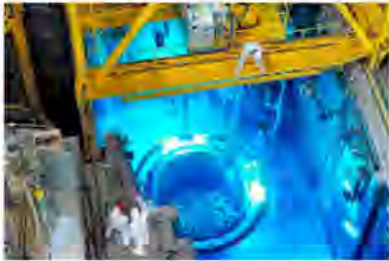
Ce qui reste ? L'injustice d'une société de classes injuste !



## Risque nucléaire... et surtout capitaliste !

Le gouvernement fédéral vient de présenter son plan de prévention nucléaire : des pilules d'iode sont disponibles gratuitement dans les pharmacies de l'ensemble du territoire.

Pendant ce temps, sous la pression d'Engie, le gouvernement est en train d'entériner le prolongement de l'exploitation des vieilles centrales nucléaires. Car les actionnaires d'Engie veulent en tirer encore des profits. Et surtout ne pas porter les coûts du démantèlement des centrales.



Contre cette logique des capitalistes à irresponsabilité illimitée, aucune pilule ne nous protégera. Pour trouver une solution responsable pour la fin des centrales, il faudra bien les exproprier et faire payer le monde capitaliste qui s'est enrichi grâce à elles !

## Dormir au chaud, un droit !

Lors de la récente vague de froid, le bourgmestre d'Etterbeek, Vincent Wolf (MR), a pris la décision de faire arrêter administrativement les sans-abris sur le territoire de sa commune afin de les obliger à passer la nuit dans un abri. « Il faut parfois protéger les personnes d'elles-mêmes », était son argument.

Mais qui protège les personnes des expulsions? Voilà la question à laquelle Wolf n'a pas voulu répondre.

Le logement est un droit et doit être garanti à tous !

## Dans le monde

### Italie-Libye : les accords de la honte

La police italienne a placé sous séquestre le bateau d'une ONG espagnole qui venait de porter secours à plus de 200 migrants en Méditerranée. Pour empêcher ces femmes et ces hommes d'arriver en Italie, le gouvernement italien a passé un accord financier avec les gardes côtes

libyens. Ces derniers, souvent liés aux trafiquants, interceptent les migrants sortis des eaux territoriales pour les ramener dans des camps de rétention, prisons sordides où les migrants sont rançonnés et battus.

Le gouvernement italien connaît parfaitement le sort qui attend les

migrants. L'Union européenne, qui verse les subventions, aussi. Les dirigeants européens jouent les indignés quand les marchés aux esclaves libyens sont montrés à la télévision. Mais ils figurent parmi les pourvoyeurs de ce marché ignoble.

## A bas l'impérialisme et ses guerres !

L'opposition socialiste et écolo tente d'obtenir la démission du ministre de la défense fédéral Steven Vandeput (N-VA). Celui-ci déclare s'être fait rouler par les hauts gradés de l'armée qui lui auraient dissimulé les propositions du fabricant de F-16 pour prolonger leur durée d'utilisation, une solution moins onéreuse que l'achat de nouveaux chasseurs bombardiers F-35.

Mais tout le sens de l'agitation des socialistes et des écologistes revient, au fond, à faire valoir qu'on peut aussi bien continuer à détruire les écoles, les ponts, les hôpitaux en Irak, en Syrie ou dans n'importe quel autre pays dont on convoite les richesses, avec des vieux F-16 qu'avec des coûteux F-35.

La meilleure économie serait de se passer des F-35 bien sûr, mais aussi des F-16.

## Les Bourgeois au service des bourgeois

Pieter Bourgeois est devenu le nouvel administrateur de l'hôtel restaurant le Sanglier des Ardennes.

Le Sanglier des Ardennes est une des acquisitions du milliardaire flamand Marc Coucke à Durbuy. Ville qu'il a pratiquement privatisée. Et Pieter Bourgeois - fils de Geert Bourgeois, ministre-président flamand et N-VA- est un de ses proches, administrateur d'une vingtaine de ses sociétés et investment manager au sein de sa holding familiale Alychlo.

Servir la bourgeoisie en politique ou directement au sein de leur entreprise, la différence est négligeable pour les bourgeois comme pour les Bourgeois.

## Avec les femmes !

Le 8 mars, journée internationale des femmes, a été marqué cette année par les dénonciations du harcèlement sexuel dont sont victimes les femmes.

A la suite d'actrices d'Hollywood, des milliers de femmes – journalistes, actrices, sportives – ont dénoncé les comportements avilissants dont elles sont l'objet dans leur quotidien.

Le courage de ces femmes en a donné à d'autres et certaines trouvent désormais le courage de porter plainte pour viol ou harcèlement sexuel.

Alors, bien des personnalités des sphères du showbiz, de la politique, du journalisme et même de la religion – bref de ceux qu'on a coutume d'appeler l'élite de la société – sont mis en cause. Certains de ces hommes doivent désormais se justifier devant un juge pour leur comportement violent ou choquant envers les femmes.

Oser parler, oser dénoncer, c'est le premier pas que doivent faire les femmes pour ne plus accepter l'inacceptable et commencer à changer les comportements. Et il y a du travail.

En Belgique, une femme meurt tous les deux jours de violences conjugales, 8 plaintes pour viol sont déposées quotidiennement. Et il y a bien plus de cas non dénoncés. Il est estimé que 100 femmes sont victimes de viol par jour !

Que le scandale ait éclaté à Hollywood a eu le mérite de montrer que tous les milieux de la société sont concernés.

La société recèle une telle épaisseur de crasse misogyne et de préjugés vis-à-vis des fem-

mes que cela ressort par tous ses pores, que ce soit sous les paillettes et les poses glamour de stars ou dans les hautes sphères politiques et religieuses. Aucun milieu n'y échappe parce qu'il ne s'agit pas seulement d'éducation et de culture. C'est une question de préjugés et de pouvoir.

Que des actrices mondialement connues, des députées et des journalistes renommées expliquent ne pas avoir osé dénoncer leur agresseur de peur d'être mises au ban de leur profession et de voir leur carrière compromise, en dit long sur la force du pouvoir et de l'argent dans cette société.

La société capitaliste est structurée par ces rapports de pouvoir, d'argent et de domination. Et le plus déterminant est le rapport de classe, le rapport entre exploités et exploités, celui qui met les salariés à la merci d'un chef, d'un responsable ou d'un patron. Et les femmes qui subissent de plein fouet les bas salaires, la précarité et le chômage en sont les premières victimes.

Et quand on est ouvrière ou simple employée, il faut se débrouiller, sans relations dans les médias, dans la police ou la justice. Il faut se battre sans argent, avec le risque de perdre son gagne-pain. Les femmes des classes laborieuses ne peuvent compter que sur la solidarité et la force collective du monde du travail.

Le pire pour les femmes qui se battent contre leurs harceleurs est d'être en butte aux préjugés machistes de leurs camarades de

travail. Il faut qu'elles puissent aussi compter sur les hommes pour conquérir leur dignité au travail. De même, les travailleurs doivent pouvoir compter sur les femmes qui composent la moitié de la classe ouvrière pour mener le combat contre l'exploitation.

Alors oui, le combat contre les violences sexuelles s'ajoute aux autres combats que les travailleurs ont à mener dans les entreprises. Il passe par la lutte contre les réflexions et les attitudes sexistes aussi dans nos propres rangs.

Il y a deux siècles, le socialiste Fourier expliquait déjà que, dans une société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure de l'émancipation générale. Depuis, bien des luttes se sont déroulées.

Alors que la bourgeoisie réservait l'action politique aux seuls mâles, les femmes se sont battues individuellement ou collectivement pour le droit de faire des études, de travailler, de voter et pour le droit à l'avortement. Ces combats ont contribué à faire évoluer les mentalités et il faut les poursuivre.

Mais ils ne suffisent pas à éradiquer les habitudes sexistes et à déraciner les préjugés anciens parce que ceux-ci sont entretenus par les rapports d'exploitation inscrits dans l'organisation capitaliste.

C'est pourquoi le combat pour l'émancipation des femmes est indissociable de celui pour libérer la société du capitalisme.

## La banque d'un monde qui doit changer

*Depuis le 7 mars, sur la porte de l'agence BNP Paribas de Strépy-Bracquegnies, une affiche annonce le déménagement de l'agence à Houdeng-Goegnies.*

**Déménagement? A Houdeng-Goegnies, il y avait déjà une agence! En fait, BNP Paribas Fortis qui supprime plus de 1000 emplois, ferme 65 agences dans le pays et celle de Strépy-Bracquegnies en fait partie.**

Houdeng est à 3,5 km, 15 minutes avec le bus qui ne passe que toutes les 30 minutes. Comment faire quand on a un certain âge, quand on a des problèmes pour se déplacer ou quand on manque de temps parce qu'on travaille et/ou qu'on a des enfants?

La banque met en avant des statistiques censées prouver que de plus en plus de personnes utilisent internet pour gérer leurs comptes. Sauf que les agences qu'elle ferme, sont, comme ici, celles dans des régions plus pauvres où moins de personnes disposent d'une connexion et, ou d'autres, n'ont pas les facilités pour

s'en servir.

Ces personnes, aux revenus trop faibles pour être intéressantes pour les actionnaires de la banque, sont souvent d'anciens clients de la CGER, dont Fortis s'est débarrassé au fur et à mesure. Et qui le plus souvent, n'ont pas d'autre choix qu'un compte à la Poste. Mais le prochain bureau de Bpost est également à Houdeng-Goegnies. Celui de Strépy-Bracquegnies a été fermé en 2009 avec des centaines d'autres pour préparer l'entrée en Bourse de Bpost.

Par contre quand il s'agit de payer, c'est autre chose. En 2008, l'Etat, avec l'argent de nos impôts, a allongé 15 milliards d'euros en un week-end pour Fortis devenu BNP Paribas pour qui la spéculation avait mal tourné. Et pour rembourser la dette creusée par l'Etat pour le sauvetage des banques, c'est encore une fois à la population qu'on demande de se serrer la ceinture.

Les organismes de logements sociaux estiment par exemple le coût de la rénovation de 1000 logements



inoccupés pour cause d'insalubrité à 10 millions d'euros. Une cacahouète en comparaison des 1,9 milliards d'euros que la banque a gagné en 2017.

Contrairement à ce que prétendent les actionnaires, cet argent est celui de la population. Et il devrait servir à la population!

### Dans le monde

#### Vive la lutte des femmes !

Une dizaine de syndicats espagnols ont appelé à un mouvement de grève générale jeudi 8 mars en faveur de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Entre 5 et 8 millions de personnes ont fait grève. 300 trains ont notamment été annulés, et les métros de Madrid et de Barcelone ont été perturbés. Des concerts de casseroles et des rassemblements ont été organisés dans tout le pays. 200 000 personnes ont manifesté à Barcelone.

Que la lutte pour le droit des femmes dans l'entreprise soit un facteur d'unité et de renforcement des travailleurs, c'est ce qu'a démontré ce mouvement. Le gouvernement Conservateur de Rajoy n'a pas osé sanctionner les grévistes qui ont ouvertement défiés les lois anti-grève et de service minimum dans les transports en commun. Même la présidente du Congrès des députés, du même parti que Rajoy, a dû prendre pour l'occasion la défense du droit grève en dénonçant « les comportements machistes inacceptables » de ses collègues masculins.

Sous un autre aspect, la grève a aussi pu entraîner dans le même mouvement des travailleurs de Catalogne et du reste de l'Espagne, ce qui est la meilleure réponse possible à ceux qui tentent de les diviser sur le terrain du nationalisme.

#### Les lycéens américains contre le lobby des armes

Le 24 mars 800 000 personnes ont manifesté à Washington pour réclamer un contrôle sur les armes à feu. Et des centaines de milliers d'autres dans d'autres villes des Etats-Unis. Ils ont répondu à l'appel de quelques dizaines d'élèves d'un lycée de Floride, victimes d'une nouvelle tuerie en milieu scolaire. Depuis, ces lycéens n'ont pas cessé de dénoncer le lobby des fabricants d'armes, la responsabilité et la complicité des élus du Congrès et du président Trump.

Pour l'instant, la perspective du mouvement semble être de changer les choses en utilisant les prochaines élections au Sénat et au Congrès américains. Mais cela a peu de chances de secouer l'emprise des capitalistes fabricants d'armes à feu. Le rapport de force sera tout autre, si la mobilisation entraîne la



population laborieuse américaine qui a bien des injustices sociales à combattre. C'est ce qu'il faut espérer!

De l'argent pour des livres, pas pour les armes.